

Index	p
I. Identité du demandeur	2
II. Emplacement du forage	3
III. Justification des besoins en eau	7
IV. Nature, consistance, volume et objet de l'ouvrage	7
V. Document d'incidence	10
VI. Compatibilité SAGE, SDAGE	14

I. Identité du demandeur

Contexte

Christophe Cosme exploite, au lieu-dit les Augenières à Dangeul, un élevage de volailles soumis à Autorisation et une station de compostage.

Il souhaite sécuriser l'approvisionnement en eau de son élevage et de sa station par un forage.

→ **Christophe Cosme**

Siret : 53889935200016

Adresse :


La Groulière
72260 Dissé sous Ballon

Adresse de la parcelle :

Les Augenières
72260 Dangeul

Rubriques IOTA concernées : 1.1.1.0

Le forage fera 160 mètres de profondeur et doit donc faire l'objet d'une déclaration au Code Minier et d'une procédure de cas par cas au titre de l'annexe à l'article R122-2 du Code de l'Environnement.

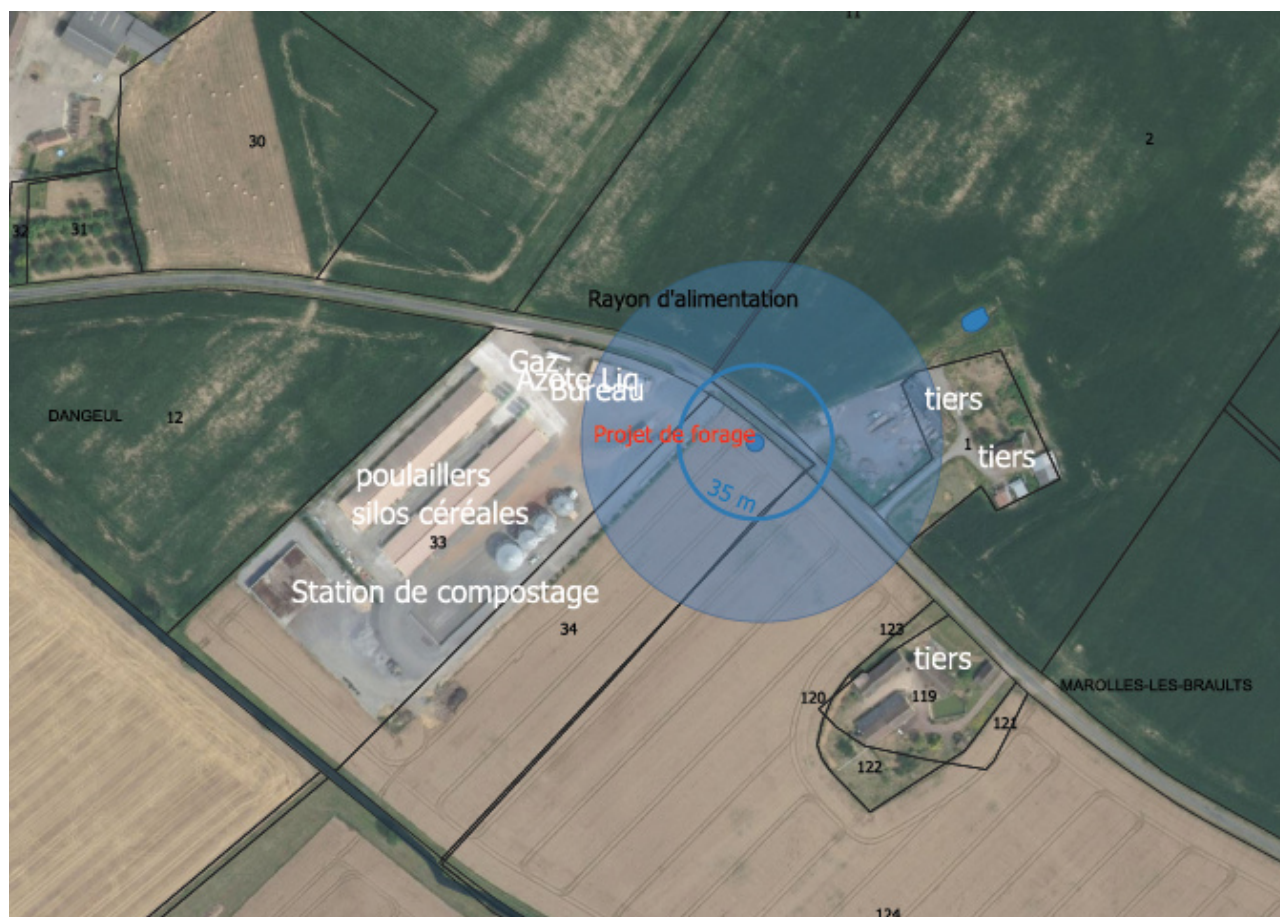
FORAGES ET MINES		Projets soumis à l'examen au cas par cas
27. Forages en profondeur, notamment les forages géothermiques, les forages pour l'approvisionnement en eau, à l'exception des forages pour étudier la stabilité des sols.	a) Ouverture de travaux de forage pour l'exploitation de mines.	 <p>a) Forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m.</p>
	b) Ouverture de travaux de forage pour l'exploration ou l'exploitation de gîtes géothermiques, à l'exception des gîtes géothermiques de minime importance. c) Ouverture de travaux de forage de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux. d) Ouverture de travaux de forage de puits pour les stockages souterrains de gaz naturel, d'hydrocarbures liquides, liquéfiés ou gazeux ou de produits chimiques à destination industrielle, à l'exception des ouvertures de travaux de puits de contrôle. e) Ouverture de travaux d'exploration de mines par forages, isolés ou sous forme de campagnes de forages, à l'exclusion des forages de moins de 100 mètres de profondeur, des forages de reconnaissance géologique, géophysique ou minière, des forages de surveillance ou de contrôle géotechnique, géologique ou hydrogéologique des exploitations minières et des forages pour étudier la stabilité des sols.	b) Ouverture de travaux d'exploration de mines par forages de moins de 100 mètres de profondeur sous forme de campagne de forages. c) Ouverture de travaux de puits de contrôle pour les stockages souterrains de gaz naturel, d'hydrocarbures liquides, liquéfiés ou gazeux, de produits chimiques à destination industrielle. d) Autres forages en profondeur de plus de 100 m, à l'exclusion des forages géothermiques de minime importance au sens de l'article L. 112-3 du code minier

Le débit souhaité est de 5 m³/h.

L'entreprise qui réalisera le forage est

L'Entreprise Cissé
ZA de la Volerie
72440 Bouloire
Tél : 02 43 35 13 09

Les Augenières, 72260 Dangeul, Parcelle cadastrale ZI 34



Photos du projet de forage (2 sous deux angles différents)

Photo 1

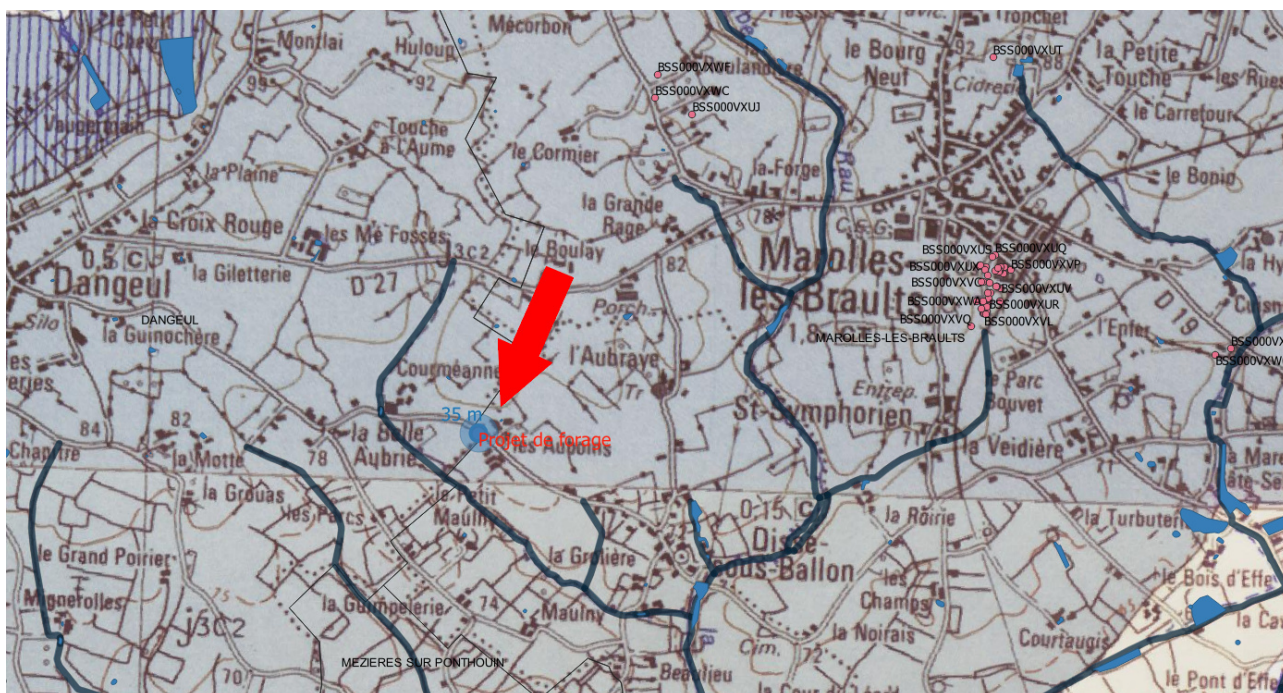


Photo 2



Contexte géologique et hydrogéologique du secteur

Extrait de la carte géologique au 1/50 000 ème.



D'après la carte géologique au 1/50 000 ème de Marolles Les Braults, les substrats géologiques rencontrés seront, à partir de la surface :

CALLOVIEN

- J3c2 : sables de Saint Fulgent des Ormes environ 40 m
- J3c1 : marnes de Montmarlo (15m)
- J3b2 : Marnes de Saint Calez en Saosnois (20 m)
- J3b1 : Oolithe ferrugineuse de Chemilly (1-4 m)
- J3a-b Marnes et calcaires sableux d'Assé le Riboul (10-15 m)
- J3a2 Ollithes de Suré (10-15 m)

BATHONIEN

- J2c2 : Marnes de Bourg le Roi (6m)
- J2C1 : Calcaires de Mamers (10 m)
- J2B2 : Calcaires à oncolithess de Mées (5m)
- J2B1 : Calcaires sublithographiques de Valframbert (20m)
- J1c : Oolithes de Villaines la Carelle (15-20 m)

D'après la carte géologique de Fresnay sur Sarthe, le Callovien présente quelques aquifères de faible productivité, mais la principale ressource en eau est constituée par les alternances de calcaires et de marnes du Bathonien. Il est donc prévu de prélever dans le Bathonien.

La nappe prélevée sera la nappe FRGG120, Calcaire du jurassique moyen captif de la bordure NE du massif armoricain, qui est une nappe captive.



Eco-Region
Plaines occidentales
District
La Loire, les cours d'eau côtiers vendéens et bretons

Masses d'eau souterraine : 4120 **EU Code FRGG120**
Nouveau code national (Sandre ve1.1) : **GG120**

Calcaire du jurassique moyen captif de la bordure NE du massif armoricain

Caractéristiques principales

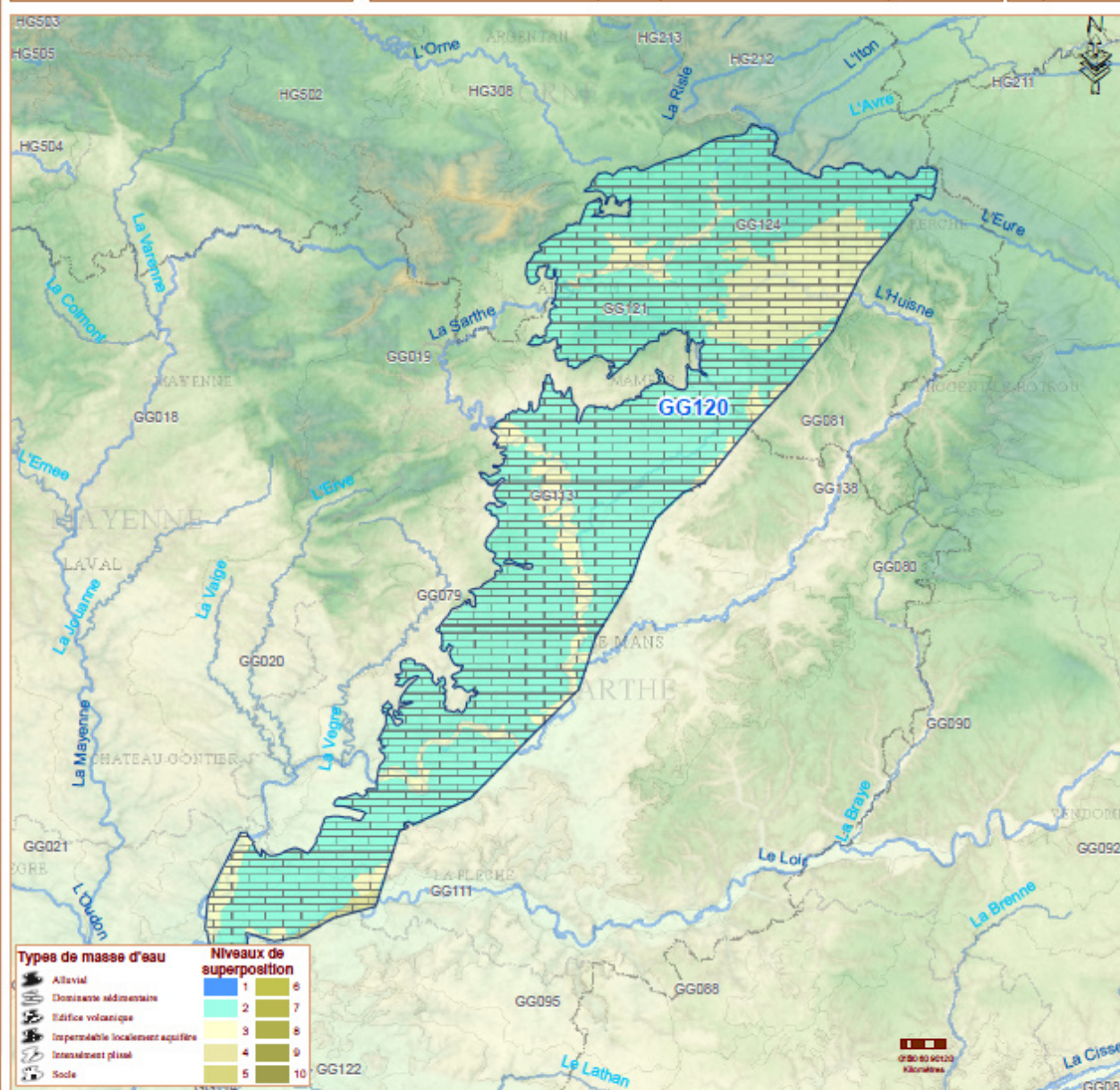
Type Dominante sédimentaire

Écoulement Captif

Caractéristiques secondaires

	N	affleurante	sous couverture	totale
<i>Karstique</i>	N			
<i>Intrusion saline</i>	N			
<i>Entités disjointes</i>	N		2928	2928
<i>Trans-bassin</i>	N	<i>Trans-frontière</i>		N

Niveaux de recouvrement	ordres	%
2		80.63%
3		18.79%
4		0.58%



Commentaires

III. Justification des besoins en eau

L'eau sera destinée à l'abreuvement des volailles de chair et au fonctionnement de la station de compostage située sur le site des Augenières.

Les besoins peuvent être quantifiés de la manière suivante :

Abreuvement des volailles : deux poulaillers de 1341 m² chacun, avec un besoin d'environ 1m³ par m² de bâtiment → 2682 m³

Station de compostage déclarée à 17 tonnes par jour nécessitant 30% d'eau → besoin maximal 5.1 m³ par jour soit 1861 m³. Ce besoin est en fait surévalué car la station de compostage, non couverte, effectue un recyclage des lixiviats et pluies sur fosse.

Soit un besoin en eau de 4543 m³ par an, qui seront arrondis (pour donner une marge de sécurité supplémentaire) à 5000 m³ par an.

→ le volume maximal prélevé sera donc au maximum de 5000 m³ par an, ce qui est inférieur au seuil bas (10 000 m³) de la rubrique 1.1.1.2.

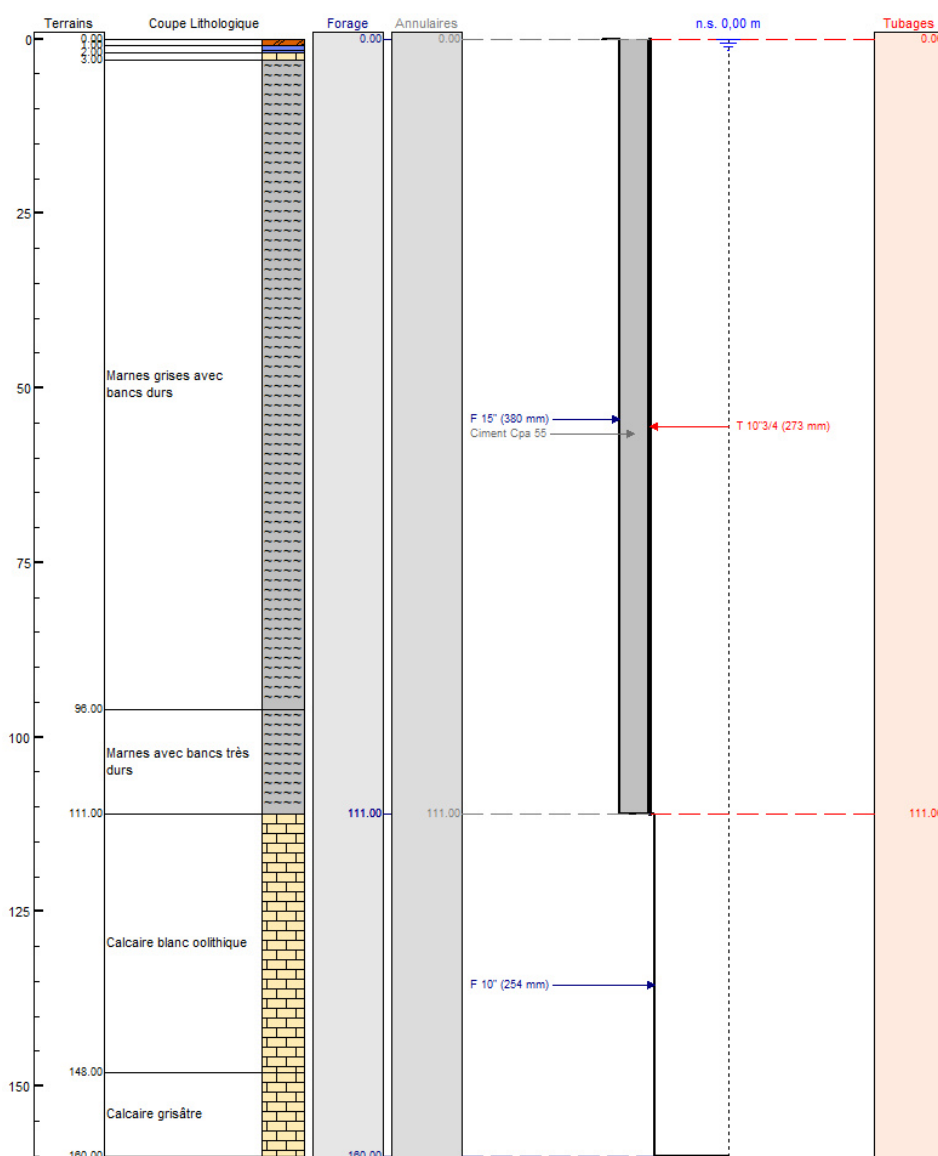
IV. Nature, consistance, volume et objet de l'ouvrage

Le forage sera réalisé en méthode Rotary, avec tubage acier et cimentation annulaire de 111 mètres.

La profondeur totale du forage sera de 160 mètres. Il sera réalisé en méthode Rotary.

La coupe prévisionnelle du forage devrait être sensiblement identique à celle du forage 02878X0052/F situé à Marolles Les Braults (même substrat géologique, attitude proche, de 82 mètres contre 79 mètres aux Augenières).

Cela donnerait :



Crépine PVC avec massif filtrant entre 111 et 160 mètres en option, en cas de présence de marnes dans le calcaire.

La profondeur totale du forage sera au maximum de **160 mètres**.

La tête de forage fera l'objet d'une cimentation annulaire pour éviter toute infiltration des eaux de surface vers la nappe.

Impact du prélèvement sur la nappe :

Le volume prélevé annuellement prélevée sera au maximum de 5 000 m³.

La zone d'alimentation du forage sera évaluée avec une méthode d'approximation théorique prenant en compte la pluie efficace nécessaire pour compenser le prélèvement dans la nappe.

D'après la fiche climatologique du Mans la hauteur moyenne de précipitations est de 688 mm.

En supposant un taux d'infiltration de 30 à 50 % on obtient un volume de pluie efficace dans l'hypothèse la plus défavorable d'environ $688 \times 0.3 = 206.4$ mm

La surface impactée par le prélèvement est donc égale à $5000 / 0.2063 = 24\,236$ m²

Soit un rayon d'influence du pompage égal à **87 mètres**.

Rabattement et incidence sur la nappe captée.

Des simulations ont réalisées sur le logiciel OUAIP du BRGM avec la formule de Theis, en prenant les hypothèses suivantes, en conditions plutôt défavorables :

- Transmissivité de 10-3 m²/s, compatible avec un prélèvement dans des calcaires jurassiques.
- Coefficient d'emmagasinement de 0.01 également compatible avec ce type de formations.
- Absence de réalimentation de la nappe pendant la période concernée.
- Pompage à 5 m³/h pendant 2,72 heures par créneau de 24 heures, pendant 365 jours sans diminution du débit.

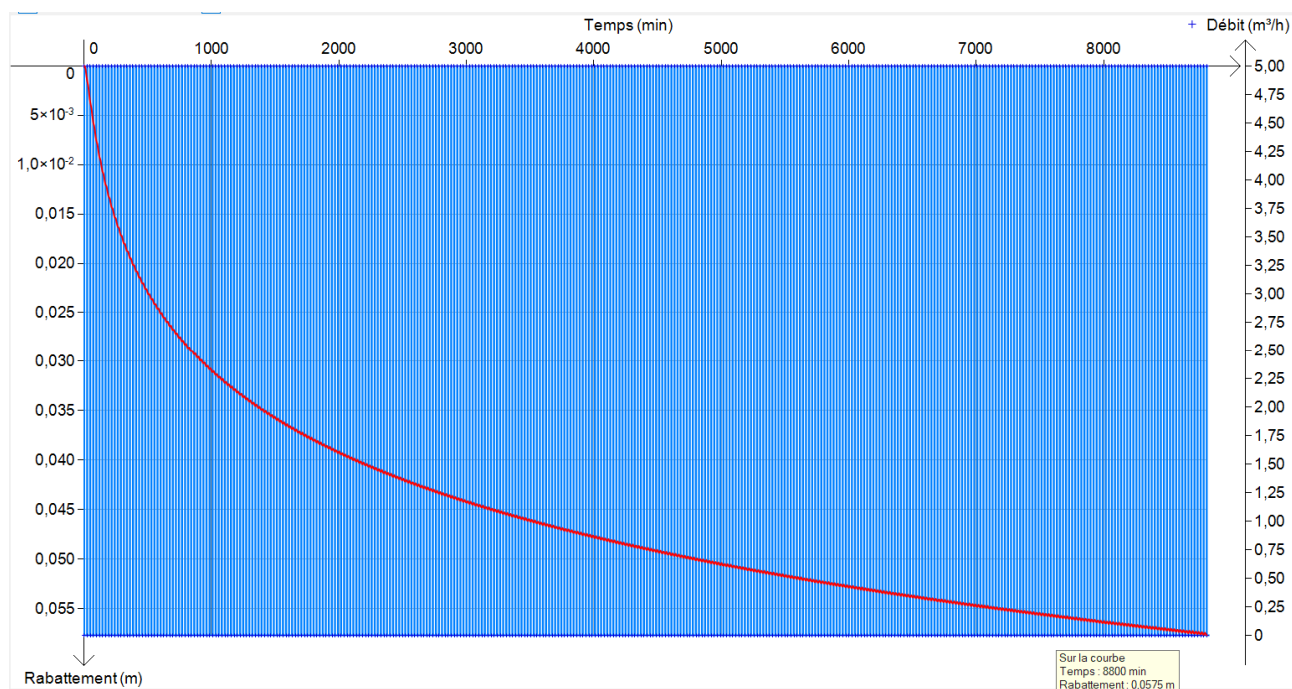
Ces hypothèses devront cependant être validées après réalisation des essais.

Les résultats sont les suivants :

Rabattement théorique après 365 jours de pompage

A 35 m du forage	A 100 m du forage
5 cm	3 cm

Aucun impact quantitatif sur la ressource en eau et sur les forages situés à proximité ne sera donc à prévoir.

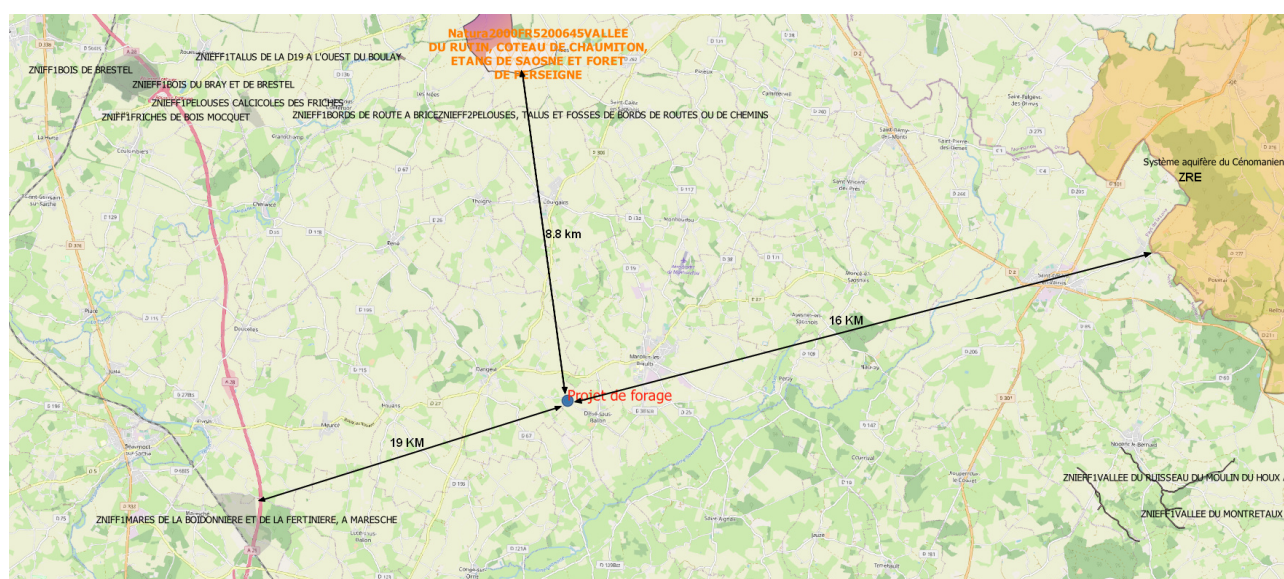


Courbe de rabattement théorique à 35 m du forage

V. Notice d'incidence

Environnement du forage

ZNIEFFs, Natura 2000, Zones humides prélocalisées



Le site des Augenières se situe à plus de 8 km de toute ZNIEFF et zone Natura 2000.

A 8.8 km,

- La ZNIEFF 2 : Vallée du Rutin, ruisseau de Tesse, butte de la Nues, Coteau de Chaumiton et Etangs de Saosnes (Identifiant national : 520016287)

Ensemble de coteaux sec xéro-thermophiles, de fonds de vallée, de bas marais alcalins et d'étang situé en périphérie du massif forestier de Perseigne. Les pelouses calcaires anciennement pâturées ou fauchées disparaissent progressivement soit par abandon soit par retournement (cultures, plantations...). Celles-ci, comme les bas-mais alcalins et fonds de vallées ou périphéries d'étangs recèlent des groupements végétaux rares ou peu communs pour la région et de nombreuses espèces végétales d'intérêt patrimonial dont plusieurs protégées au niveau national ou régional. Présence d'insectes rares dont certains protégés (Agrion de mercure et d'un crustacé d'eau douce protégé, l'écrevisse à pattes blanches (*Austropotamobius pallipes*)).

Dans cette ZNIEFF 2 sont incluses les ZNIEFFs 1 Etang de Gué Chaussé (Identifiant national : 520006664) et Vallée du Rutin et plateau de Tesse (Identifiant national : 520006742)

- La Zone Natura 2000 : la zone FR5200645 - Vallée du Rutin, coteau de Chaumiton, étang de Saosnes et forêt de Perseigne.

Le site regroupe une partie du massif forestier de Perseigne (en dehors des parties boisées), caractérisée par des vallons encaissés dont les cours d'eau sont localement bordés de ripisylves, la vallée du Rutin encaissée entre des côtes calcaires couverts de landes et pelouses sèches, contrastant avec des plateaux intensément cultivés sur sa périphérie, et l'étang de Saosne. Les habitats sont variés : pelouses calcicoles, zones boisées et forestières, étangs et prairies tourbeuses. Plusieurs cavités sont propices aux chiroptères, dont plusieurs espèces d'intérêt communautaire ont été recensées.

Vulnérabilité : L'eutrophisation excessive de l'étang de Saosne, les perturbations hydrauliques engendrées par des pompages et la création de plans d'eau, ainsi que l'embroussaillage des pelouses et zones humides sont les principales menaces qui pèsent sur le site.

Plus loin, à 19 km se situe également la **ZNIEFF1 Mares de la Boidonnière et de la Fertinière, à Maresché. Il s'agit d'une ZNIEFF 1 de première génération, d'intérêt « historique ».**

→ Compte-tenu de la distance, le projet de forage n'aura pas d'incidence sur ces ZNIEFFS et Natura 2000.

Zone de Répartition des eaux la plus proche.

La ZRE du Cénomani est située à 16 km à l'Est dans le département de l'Orne. Le forage et le prélèvement ne seront pas situés en Zone de Répartition des Eaux.

Cours d'eau et Zones humides prélocalisées

Le projet de forage se situe à une altitude de 79 mètres, et à 240 mètres du ruisseau de (altitude 73 mètres, soit 6 mètres de dénivelé). La zone humide potentiellement humide la plus proche est située à 107 mètres à l'Est. Compte-tenu de son implantation, et du prélèvement qui sera effectué en eaux souterraines, le projet n'est pas susceptible d'avoir un impact sur les zones humides.

courbesImDPT72
--- sup80
--- sup80
Rayonsdistances
rayonaltim
forage
ZONAGES BWTS
Zonages Pays de la Loire
Zones humides prelocalisees
R_PRELOC_ZH_072
Cartes et ressources carto
Fonds FLUX libres
Bing Satellite

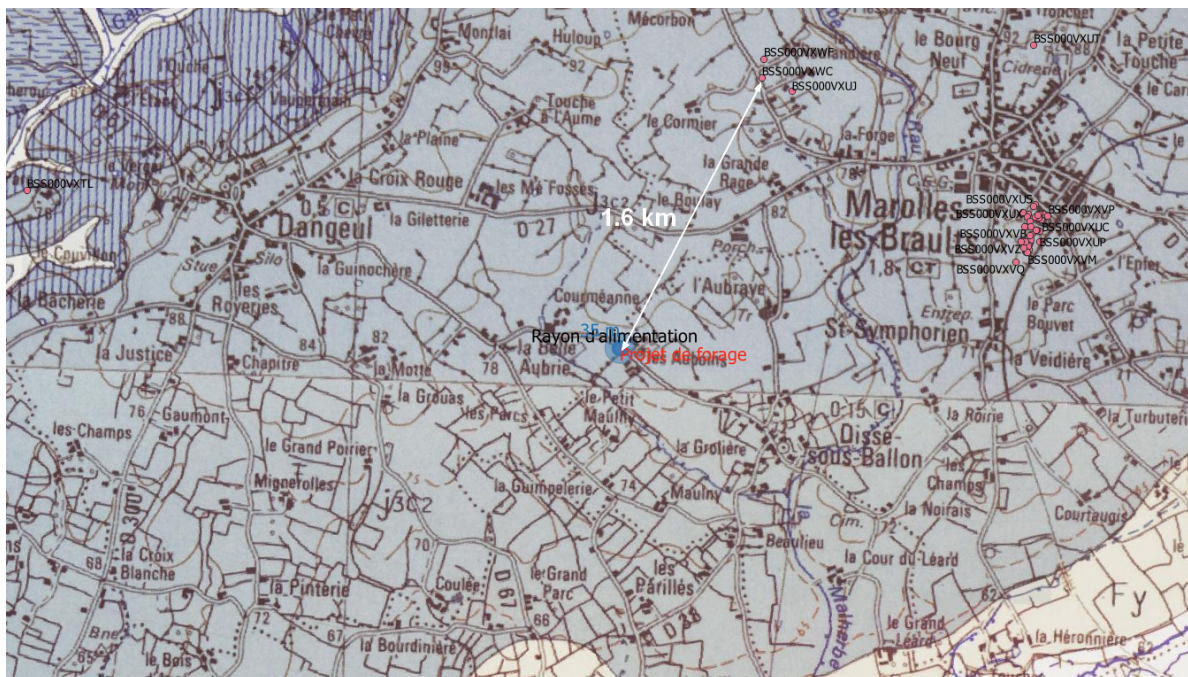


Autres forages et captages

Les forages les plus proches se situent à 1.6 km à Marolles Les Braults.

Compte –tenu de la distance, et du volume de prélèvement envisagé de 5000 m3 par an maximum, le forage n'aura pas d'incidence sur les autres ouvrages.

Il n'y a pas d'autres forages dans un rayon de 1 km.



Périmètres de protection de captages : il n'y a pas de captages AEP sur la commune de Dangeul.

Éléments présents à proximité

Distance au forage	0-35 m	35-50 m	50-100 m	100-200 m	200-500 m
Installations du site agricole	NON	NON	NON	OUI (Bureaux, pont bascule, citerne à azote liquide munie d'une rétention étanche en béton)	OUI
Autres Sites agricoles	NON	NON	OUI	OUI	OUI
Systèmes d'assainissement non collectifs	NON	NON	OUI Assainissements non collectif des voisins au lieu-dit La Brière 80m au Nord-Est	OUI	OUI
Autres forages et prélèvements déclarés au Code Minier	NON	NON	NON	NON	NON
Parcelles drainées	NON	NON	NON	NON	NON
Plan d'épandage	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Déchetterie	NON	NON	NON	NON	NON
Cours d'eau	NON	NON	NON	NON	OUI à 240 m au Sud

					(Ruisseau)
Zone humide prélocalisée	NON	NON	NON	107 m au Nord-Est	OUI à 240 m au Sud (Ruisseau)
ZNIEFF	NON	NON	NON	NON	NON
ZONE Natura 2000	NON	NON	NON	NON	NON

La ressource en eau sera protégée grâce à la cimentation annulaire du forage et grâce à la margelle béton de 3m² entourant la tête de forage.

VI. Compatibilité avec le SAGE ET LE SDAGE

Le site est situé sur le périmètre du Bassin Loire Bretagne et du SAGE Sarthe amont.

Compatibilité avec le SDAGE Loire-Bretagne

Le SDAGE Loire-Bretagne, approuvé par arrêté régional du 18 novembre 2015

Le schéma Directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) couvre la période 2016-2021. Le SDAGE est complété par un programme de mesures et par des documents d'accompagnement.

Le Sdage 2016-2021 s'inscrit dans la continuité du Sdage 2010-2015. Mais il apporte deux modifications de fond : Le rôle des commissions locales de l'eau et des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (Sage) est renforcé. L'adaptation au changement climatique est mieux prise en compte. Priorité est donnée aux économies d'eau, à la prévention des pénuries, à la réduction des pertes sur les réseaux, à tout ce qui peut renforcer la résilience des milieux aquatiques.

Les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau et des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement doivent être compatibles avec le SDAGE.

Orientation fondamentale du SDAGE et dispositions	PROJET
1. Repenser les aménagements de cours d'eau	Sans objet. Pas d'interventions sur les cours d'eau.
2. Réduire la pollution par les nitrates 2A Lutter contre l'eutrophisation marine en réduisant les flux de nitrates de la Loire 2B Adapter les programmes d'action zones vulnérables 2C En dehors des zones vulnérables, développer l'incitation sur les territoires prioritaires 2D Améliorer la connaissance	
3. Réduire la pollution organique 3.A. Poursuivre la réduction polluants organiques et du phosphore 3.B. Prévenir les apports de phosphore diffus avec, notamment, le retour à l'équilibre de la fertilisation à l'occasion des nouveaux arrêtés préfectoraux et modifications notables des installations classées sur le territoire du SDAGE 3.C. Améliorer l'efficacité de la collecte des réseaux d'assainissement 3.D. Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée 3.E. Réhabiliter les installations d'assainissement non collectif non conformes	Protection de la ressource en eau grâce aux distances d'éloignement avec les installations d'élevage, réalisation de l'ouvrage dans les règles de l'art et protection de la tête
4. Maîtriser la pollution par les pesticides	

Christophe Cosme

Déclaration de forage

<p>4.A. Réduire l'utilisation des pesticides</p> <p>4 B. Aménager les bassins versants pour limiter les transferts de pollutions diffuses</p> <p>4.C Promouvoir les méthodes sans pesticides dans les collectivités et sur les infrastructures publiques</p> <p>4.D. Développer la formation des professionnels</p> <p>4.E Accompagner les particuliers non agricoles pour supprimer l'usage des pesticides</p> <p>4.F. Améliorer la connaissance</p>	de forage.
<p>5. <i>Maîtriser les pollutions dues aux substances dangereuses</i></p>	Sans objet (concerne les autorisations de rejet)
<p>6. <i>Protéger la santé en protégeant la ressource en eau</i></p> <p>6.A. Améliorer l'information sur les ressources et équipements utilisés pour l'alimentation en eau potable</p> <p>6.B. Finaliser la mise en place des arrêtés de périmètres de protection sur les captages</p> <p>6.C Lutter contre les pollutions diffuses nitrates et pesticides dans les aires d'alimentation des captages</p> <p>6.D Mettre en place des schémas d'alerte pour les captages</p> <p>6.E. Réserver certaines ressources à l'eau potable</p> <p>6.F. Maintenir et améliorer la qualité des eaux de baignade et autres usages sensibles</p> <p>6.G. Mieux connaître les rejets, le comportement dans l'environnement et l'impact sanitaire des micropolluants.</p>	Pas de périmètre de protection de captage ni d'autres forages exploités dans un rayon d'1 km
<p>7. <i>Maîtriser les prélèvements d'eau</i></p> <p>7.A Anticiper les effets du changement climatique par une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau</p> <p>7.B. Assurer l'équilibre entre la ressource et les besoins à l'été</p> <p>7.C. Gérer les prélèvements de manière collective dans les zones de répartition des eaux et dans le bassin concerné par la disposition 7B-4.</p> <p>7.D. Faire évoluer la répartition spatiale et temporelle des prélèvements</p> <p>7.E. Gérer la crise</p>	<p>Le projet concerne un prélèvement en eau souterraine, compatible avec les orientations de gestion du bassin Sarthe amont.</p> <p>Le prélèvement sera modeste et destiné à l'abreuvement des animaux et à l'alimentation en eau de la station de compostage.</p>
<p>8. <i>Préserver les zones humides et la biodiversité</i></p> <p>8.A. Préserver les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités</p> <p>8.B. 8B - Préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités</p> <p>8.C. Préserver les grands marais littoraux</p> <p>8 D.Favoriser la prise de conscience</p> <p>8.E. Favoriser la connaissance</p>	<p>Concerne surtout les politiques publiques.</p> <p>Le projet ne nécessite pas de détruire de zones humides.</p>
<p>9. <i>Préserver la biodiversité aquatique</i></p>	Sans objet. Concerne surtout les poissons migrateurs et l'anguille.
<p>10. <i>Préserver le littoral</i></p>	Sans objet
<p>11. <i>Préserver les têtes de bassin versant</i></p> <p>11.A. Restaurer et préserver les têtes de bassin versant</p> <p>11.B. Favoriser la prise de conscience et la valorisation des têtes de bassin versant</p>	Sans objet (politiques publiques, consignes au SAGE et à la CLE)
<p>12. <i>Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques</i></p> <p>12.A. Des Sage partout où c'est « nécessaire »</p> <p>12.B. 12B - Renforcer l'autorité des commissions locales de l'eau</p> <p>12.C. Renforcer la cohérence des politiques publiques</p>	Sans objet (politiques publiques)

12.D. Renforcer la cohérence des Sage voisins 12E - Structurer les maîtrises d'ouvrage territoriales dans le domaine de l'eau 12F - Utiliser l'analyse économique comme outil d'aide à la décision pour atteindre le bon état des eaux	
13. <i>Mettre en place des outils réglementaires et financiers</i>	Sans objet
14. <i>Informers, sensibiliser, favoriser des échanges</i>	Sans objet

Le projet est donc compatible avec le SDAGE Loire-Bretagne

Compatibilité avec le SAGE Sarthe Amont

Le SAGE Sarthe Amont a été approuvé par arrêté interpréfectoral le 16 décembre 2011. Le règlement du SAGE est opposable aux tiers. Dans l'optique d'atteindre le bon état écologique des eaux, quatre objectifs stratégiques ont été définis :

- Améliorer la qualité des eaux de surfaces
- Améliorer les ressources en eau potabilisables
- Lutter contre l'eutrophisation
- Protéger les populations piscicoles
- Lutter contre les inondations

Le règlement du SAGE comprend 7 articles :

Article du SAGE et SDAGE et dispositions	PROJET
Article n°1 Mettre en œuvre des solutions alternatives à l'enlèvement systématique des sédiments et atterrissements <i>Les interventions d'enlèvement des sédiments et atterrissements dans les cours d'eau, soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement, sont interdites sauf si elles répondent à des impératifs de sécurité ou de salubrité publique, OU si sont cumulativement démontrés :</i> <ul style="list-style-type: none"> • des objectifs de maintien ou d'amélioration de la qualité des écosystèmes ; • l'innocuité des opérations d'entretien pour les espèces ou pour les habitats protégés par des arrêtés de protection de biotope ou identifiés par le réseau Natura 2000 ; • l'inefficacité de l'auto-entretien pour atteindre le même résultat. <i>Dans tous les cas les opérations d'enlèvement des sédiments et atterrissements ne doivent intervenir qu'en l'absence de solution alternative à un coût économiquement acceptable (effacement, ouverture des ouvrages, renaturation du lit...).</i>	Sans objet. Le projet ne nécessite pas d'interventions sur des cours d'eau
Article 2 : Interdire le remplissage des plans d'eau en période d'étiage. <i>Les remplissages de plans d'eau entraînent des impacts cumulés significatifs en termes de prélèvement sur la ressource en eau. En conséquence, les remplissages de plans d'eau en dérivation, par pompage ou par prélèvement dans le réseau hydrographique superficiel, sont interdits du 15 juin au 30 septembre sur l'ensemble les bassins versants des masses d'eau situés en amont du captage en eaux superficielles de l'agglomération d'Alençon. Cette règle s'applique à l'ensemble des plans d'eau, qu'ils soient soumis ou non à déclaration ou à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement</i>	Sans objet
Article n°3 : Interdire les opérations de rectification et de recalibrage de cours d'eau	Pas de recalibrages de cours d'eau

<p>Les opérations de recalibrage (modification du profil en travers), de rectification (modification du profil en long), de busage, de dérivation et de détournement de cours d'eau (rubriques 3.1.2.0., 3.1.3.0., 3.1.5.0. de la nomenclature Eau), soumises à autorisation ou déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement, sont interdites sur l'ensemble du bassin versant de la Sarthe Amont sauf dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • si la nécessité de l'intervention est clairement établie par des impératifs de sécurité ou de salubrité publique et en l'absence d'une autre solution permettant d'atteindre le même résultat à un coût économiquement acceptable ; • pour la mise en œuvre d'ouvrages de réduction des crues reconnus d'intérêt général, associée à la mise en place d'une série de mesures permettant de corriger ou compenser la dégradation de l'habitat biologique piscicole ; • pour la pose de dispositifs de franchissement de cours d'eau sous réserve qu'ils soient compatibles avec le maintien de la continuité écologique, ; • pour les interventions de type reméandrage et renaturation de cours d'eau dont l'intérêt général et environnemental est démontré. <p>Les installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés pour une durée de six mois, renouvelable une fois, ne sont pas concernés par ces restrictions.</p>	
<p>Article n°4 : Interdire toute nouvelle atteinte à la continuité écologique</p> <p>En dehors des cours d'eau classés au titre I de l'article L.214-17 du Code de l'environnement sur lesquels aucun nouvel ouvrage ne sera autorisé, les installations et les ouvrages, soumis à autorisation ou déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 dudit Code, qui constituent un obstacle (transversal et/ou longitudinal) à la continuité écologique sur les cours d'eau du bassin versant de la Sarthe Amont, sont interdits sauf si sont cumulativement démontrées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'existence d'un intérêt général avéré et motivé (protection des populations contre les inondations...); • l'absence de solutions alternatives permettant d'atteindre le même résultat à un coût économiquement acceptable ; • la possibilité de mettre en œuvre des mesures corrigeant et compensant l'atteinte à la continuité écologique et n'aggravant pas les inondations à l'aval. <p>Les installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés pour une durée de six mois, renouvelable une fois, ne sont pas concernés par ces restrictions</p>	<p>Sans objet. Le projet ne nécessite pas d'intervenir sur les cours d'eau.</p>
<p>Article n°5 : Restaurer la continuité écologique</p> <p>Lors des demandes de modification ou réfection des ouvrages qui constituent un obstacle à la continuité écologique, les maîtres d'ouvrage étudient systématiquement, dans les documents d'incidences des demandes d'autorisation ou des déclarations réalisées en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement, la faisabilité des mesures d'amélioration de la continuité écologique. Ces mesures doivent faire en sorte que ces ouvrages, installations et remblais soient les plus transparents possibles à la migration des espèces biologiques et au transport sédimentaire</p>	<p>Sans objet. Le projet ne nécessite pas d'intervenir sur les cours d'eau.</p>
<p>Article n°6 : Encadrer les consolidations et protections de berges</p> <p>Les opérations de consolidation ou de protection des berges (rubrique 3.1.4.0 de la nomenclature Eau portant sur les protections de berges autres que végétales) soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement, sont interdites sauf si elles répondent à des impératifs de sécurité des personnes, des habitations, des bâtiments d'activités, des infrastructures de transports, OU si sont cumulativement démontrées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'existence d'enjeux liés à la préservation des milieux aquatiques ; • l'absence d'atteinte aux réservoirs biologiques, aux zones de frayère, de croissance et d'alimentation de la faune piscicole, aux espèces protégées ou aux habitats ayant justifiés l'intégration du secteur concerné dans le réseau Natura 2000 et dans les secteurs concernés par les arrêtés de protection de biotope, Espace Naturel Sensible, ZNIEFF de type 1, réserve naturelle régionale. Dans tous les cas, les maîtres d'ouvrage des dites opérations devront démontrer l'inefficacité des techniques de génie végétal ou génie écologique. 	<p>Sans objet. Le projet ne nécessite pas d'intervenir sur les cours d'eau.</p>

<p>Article n°7 : Protéger et reconquérir les zones d'expansion de crues</p> <p><i>Les installations, ouvrages, remblais, dans le lit majeur d'un cours d'eau, soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement sont interdits sauf si sont démontrées :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>l'existence d'enjeux liés à la sécurité contre les risques d'inondation des personnes, ainsi que des habitations, des bâtiments d'activités et des infrastructures de transport existants ;</i> • <i>l'impossibilité technico-économique d'implanter en dehors de ces zones :</i> • <i>les infrastructures publiques de captage et de traitement des eaux usées, d'eau potable et les réseaux qui les accompagnent ;</i> • <i>les infrastructures de transport structurantes pour le territoire, déclarées d'utilité publique.</i> <p><i>Dès lors que la mise en œuvre d'un projet conduit, sans alternative avérée, à la disparition d'une zone d'expansion des crues, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir, dans le même bassin versant, à proximité immédiate du projet, la création ou la restauration de zones d'expansion des crues équivalentes sur le plan fonctionnel (absence d'augmentation des vitesses d'écoulement à l'aval, compensation volumétrique par tranches altimétriques données, etc.).</i></p>	<p>Sans objet. Pas d'interventions sur le lit des cours d'eau.</p>
---	--

En conclusion, le projet est compatible avec règlement du SAGE.